
1917

*Écrit à la fin de Septembre
– 1er (14) octobre 1917.*

*Paru en octobre 1917 dans
la revue «Prosvéchtchénié» n° 1-
2. Conforme au texte de la revue.*

*Œuvres t. 26, pp. 81-134.
Paris-Moscou.*

Lénine

Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir ?



Le prolétariat ne pourra pas, nous dit-on, faire fonctionner l'appareil d'Etat.

La Russie a été dirigée, depuis la révolution de 1905, par 130000 propriétaires fonciers, qui ont usé de violences incessantes contre 150 millions d'hommes, et leur ont imposé des vexations sans bornes ; l'énorme majorité de ces hommes, contraints de travailler comme des galériens, étaient réduits à un régime de famine.

Et les 240000 membres du Parti bolchévik ne pourront, prétend-on, diriger la Russie, la diriger dans l'intérêt des pauvres et contre les riches. Ces 240000 hommes ont dès maintenant l'appui apporté par les suffrages d'un million d'adultes pour le moins ; car

tel est bien le rapport numérique entre les effectifs d'un parti et les suffrages qu'il recueille, d'après l'expérience de l'Europe et celle de la Russie, ne fût-ce, par exemple, qu'aux élections d'août à la Douma de Pétrograd. Nous avons donc déjà un «appareil d'Etat» *d'un million d'hommes* dévoués à l'Etat socialiste par conviction et non pas pour recevoir le 20 du mois la forte somme.

Bien plus, nous avons un « moyen merveilleux » pour *décupler* tout de suite, d'un seul coup, notre appareil d'Etat, moyen dont jamais n'a disposé aucun Etat capitaliste et dont il ne peut pas disposer. Ce moyen merveilleux, c'est l'accession des travailleurs, l'accession des classes pauvres au travail quotidien de la gestion de l'Etat.

Pour montrer combien il est facile d'appliquer ce moyen merveilleux, combien son action est infaillible, prenons l'exemple le plus simple et le plus concret possible.

L'Etat doit par la contrainte expulser d'un appartement telle famille pour en installer une autre. C'est ce que fait constamment l'Etat capitaliste, c'est ce que fera aussi notre Etat prolétarien ou socialiste.

L'Etat capitaliste expulse une famille d'ouvriers qui a perdu le chef de la famille et ne paie pas son loyer. L'huissier apparaît flanqué d'un commissaire de police, de tout un peloton d'agents. Dans un quartier ouvrier, pour procéder à une expulsion, il faut un détachement de cosaques. Pourquoi ? Parce que l'huissier et le « commissaire » refusent de s'y rendre sans une très forte protection armée. Ils savent que le spectacle de l'expulsion provoque une telle fureur parmi toute la population voisine, provoque chez des milliers et des milliers de gens à peu près réduits au désespoir une telle haine des capitalistes et de l'Etat capitaliste, qu'ils risquent, eux et leurs agents, d'être à tout instant écharpés par la foule. Il faut de grandes forces militaires, il faut amener dans une grande ville plusieurs régiments recrutés absolument dans une région éloignée, afin que les soldats soient étrangers à la vie des classes pauvres de la ville, afin que les soldats ne puissent être atteints par la « contagion » du socialisme.

L'Etat prolétarien doit installer de force une famille extrêmement nécessiteuse dans l'appartement d'un riche. Notre détachement de milice ouvrière se compose, par exemple, de 15 hommes : deux matelots, deux soldats, deux ouvriers conscients (à

supposer que l'un des deux seulement soit membre de notre parti ou sympathisant), puis d'un intellectuel et de 8 personnes appartenant à la catégorie des travailleurs pauvres (dont au moins 5 femmes, femmes de ménage, ouvriers non qualifiés, etc.). Notre détachement se présente chez le riche, visite l'appartement, y trouve cinq pièces pour deux hommes et deux femmes. «Vous vous serrerez dans deux pièces, citoyens, pour cet hiver et vous en aménagerez deux pour qu'on y installe deux familles qui habitent dans des sous-sols. En attendant que nous ayons construit, avec le concours d'ingénieurs (vous êtes ingénieur, je crois ?) des appartements convenables pour tous, il faudra absolument que vous vous serriez un peu. Votre téléphone servira à dix ménages. Cela économisera 100 heures de travail, de courses dans les boutiques, etc. En outre, il y a dans votre famille deux personnes sans profession à peu près inoccupées, mais capables d'exécuter un travail facile, une citoyenne de 55 ans et un citoyen de 14 ans. Ils seront de service 3 heures par jour pour veiller à la juste répartition des produits alimentaires entre les 10 familles et pour tenir les écritures nécessaires. Le citoyen étudiant qui se trouve dans notre détachement, va vous copier à deux exemplaires le texte de cet ordre du gouvernement et vous aurez l'obligeance de nous remettre un reçu par lequel vous vous engagerez à l'exécuter ponctuellement.»

Telles pourraient être, à mon avis, illustrées par des exemples concrets, les différences entre l'ancien appareil d'Etat et l'ancien Etat bourgeois et le nouvel appareil d'Etat et le nouvel Etat socialistes.

Nous ne sommes pas des utopistes. Nous savons que le premier manoeuvre ou la première cuisinière venus ne sont pas sur-le-champ capables de participer à la gestion de l'Etat. Sur ce point, nous sommes d'accord et avec les cadets et avec Brechkovskaïa, et avec Tsérétéli. Mais ce qui nous distingue de ces citoyens, c'est que nous exigeons la rupture immédiate avec le préjugé selon lequel seuls seraient en état de gérer l'Etat, d'accomplir le travail courant, quotidien de direction les fonctionnaires riches ou issus de familles riches. Nous exigeons que l'*apprentissage* en matière de gestion de l'Etat soit fait par les ouvriers conscients et les soldats, et que l'on commence sans tarder, c'est-à-dire qu'on *commence* sans tarder à faire participer à cet apprentissage tous les travailleurs, tous les citoyens pauvres.

Nous savons que les cadets sont eux aussi d'accord pour apprendre au peuple les principes de la démocratie. Les dames du parti cadet sont d'accord pour faire, d'après les meilleures sources anglaises et françaises, des conférences à leurs bonnes sur l'égalité juridique de la femme. Au prochain concert-meeting, devant des milliers de gens, on organisera aussi sur l'estrade une embrassade générale : la conférencière du parti cadet embrassera Brechkovskaïa, Brechkovskaïa embrassera l'ancien ministre Tsérétéli, et le peuple reconnaissant apprendra ainsi concrètement ce que sont l'égalité, la liberté et la fraternité républicaines...

Oui, nous le reconnaissons, les cadets, Brechkovskaïa, Tsérétéli sont, à leur manière, dévoués à la démocratie et en diffusent les principes parmi le peuple. Mais qu'y faire, si nous avons une idée quelque peu différente de la démocratie ?

A notre avis, pour alléger les charges incroyables de la guerre et les calamités qu'elle entraîne, ainsi que pour guérir les horribles blessures qu'elle a causées au peuple, il faut une démocratie *révolutionnaire*, il faut des mesures *révolutionnaires*, précisément comme celle que je viens de décrire à propos de la distribution des logements dans l'intérêt des pauvres. *C'est exactement ainsi* qu'il faut agir et à la ville et à la campagne pour les denrées alimentaires, les vêtements, les chaussures, etc., pour la terre à la campagne, etc. Pour diriger l'Etat dans *cet* esprit, nous pouvons *recruter d'un seul coup* un appareil d'Etat d'une dizaine, sinon d'une vingtaine de millions d'hommes, un appareil d'Etat sans exemple dans aucun Etat capitaliste. Cet appareil, nous seuls pouvons le créer, car nous sommes assurés de la sympathie la plus complète et la plus dévouée de l'immense majorité de la population. Cet appareil, nous seuls pouvons le créer, car nous avons des ouvriers conscients, disciplinés par un long « apprentissage » capitaliste (ce n'est pas pour rien que nous avons été à l'école du capitalisme), qui sont *en mesure* de créer une milice ouvrière, de la développer *progressivement* (mais sans tarder), d'en faire une milice *nationale*. Les ouvriers conscients doivent assumer la direction, mais ils peuvent amener à la direction de l'Etat les masses vraiment profondes d'ouvriers et d'opprimés.

Il va de soi que les erreurs sont inévitables quand ce nouvel appareil fera ses premiers pas. Mais les paysans n'ont-ils pas commis de fautes, quand ils sont passés du servage à la liberté et qu'ils ont commencé à gérer eux-mêmes leurs affaires ? Peut-il

exister une autre voie pour apprendre au peuple à se diriger lui-même, pour lui éviter les fautes, que la voie de la pratique, que la mise en œuvre immédiate de la véritable administration du peuple par lui-même ? L'essentiel aujourd'hui, c'est de rompre avec le préjugé des intellectuels bourgeois d'après lequel seuls des fonctionnaires spéciaux, qui dépendent entièrement du capital par toute leur position sociale, peuvent diriger l'Etat. L'essentiel, c'est de mettre fin à un état de choses où les bourgeois, les fonctionnaires, les ministres «socialistes» s'efforcent de gérer l'Etat comme par le passé sans y parvenir et aboutissent après sept mois à un soulèvement paysan dans un pays agricole !! L'essentiel, c'est d'inspirer aux opprimés et aux travailleurs la confiance dans leur propre force, de leur montrer par la pratique qu'ils peuvent et doivent entreprendre eux-mêmes la répartition *équitable*, strictement réglementée, organisée du pain, de toutes les denrées alimentaires, du lait, des vêtements, des logements, etc., *dans l'intérêt des classes pauvres*. Sans cela, la Russie ne sera sauvée ni de la faillite, ni de la destruction ; alors que si en tous lieux on remet consciencieusement, hardiment l'administration aux mains des prolétaires et des semi-prolétaires, cela suscitera dans les masses un si grand enthousiasme révolutionnaire dont l'histoire n'a pas d'exemple ; cela accroîtra dans de telles proportions les forces du peuple dans la lutte contre les fléaux que beaucoup de choses qui paraissent impossibles à nos forces restreintes, vieilles, bureaucratiques, deviendront réalisables pour les forces d'une masse de plusieurs millions qui *se mettra à travailler pour elle-même*, et non pas pour le capitaliste, pas pour le fils à papa, pas pour le fonctionnaire, pas sous la trique.



A la question de l'appareil d'Etat se rattache aussi la question de la centralisation que le camarade Bazarov a soulevée avec tant d'énergie et tant d'insuccès, dans le n° 138 de la *Noviaïa Jizn* du 27 septembre, dans son article : «Les bolchéviks et le problème du pouvoir».

Voici comment raisonne le camarade Bazarov : «Les Soviets ne constituent pas un appareil adapté à tous les domaines de la vie de l'Etat», car, dit-il, une expérience de sept mois a montré, «des dizaines et des centaines de documents qui se trouvent à la Section économique du Comité exécutif de Péetrograd» ont confirmé que les Soviets, bien que disposant pratiquement en maints endroits de «la

plénitude du pouvoir», « n'ont pas pu obtenir de résultats tant soit peu satisfaisants dans le domaine de la lutte contre la désorganisation ». Il faut un appareil «divisé par branches de production, rigoureusement centralisé à l'intérieur de ces branches et subordonné à un centre national unique». «Il s'agit, voyez-vous, non pas de remplacer l'ancien appareil, mais seulement de le réformer... quelles que soient les railleries des bolchéviks à l'adresse des hommes qui ont un plan...»

Tous ces raisonnements du camarade Bazarov sont d'une faiblesse stupéfiante : ils sont calqués sur les raisonnements de la bourgeoisie dont ils reflètent le point de vue de classe.

En effet, il est tout bonnement ridicule (à moins qu'on ne veuille répéter les mensonges de classe, les mensonges intéressés des capitalistes) de prétendre que les Soviets aient jamais disposé en Russie où que ce soit et à quelque moment que ce soit, de la « plénitude du pouvoir ». La plénitude du pouvoir exige le pouvoir sur toute la terre, sur toutes les banques, sur toutes les usines. Un homme tant soit peu au courant de l'expérience, de l'histoire et des données de la science sur la liaison entre la politique et l'économie, ne saurait «oublier» ce «petit» détail.

La duplicité de la bourgeoisie consiste à *ne pas* donner le pouvoir aux Soviets, à *saboter* chacune des mesures sérieuses qu'ils prennent, à conserver le gouvernement entre ses mains, à conserver sa mainmise sur la terre, les banques, etc., tout en faisant retomber la responsabilité de la désorganisation sur les Soviets !! C'est là encore toute la triste expérience de la coalition.

Les Soviets n'ont jamais disposé de la plénitude du pouvoir, et leurs mesures n'ont été que des palliatifs, elles n'ont servi qu'à aggraver la confusion.

Vouloir prouver aux bolchéviks, centralistes par conviction, par leur programme et par la tactique de tout le parti, la nécessité de la centralisation, c'est vraiment enfoncer une porte ouverte. Si les hommes de la *Novaïa Jizn* s'occupent à ces billevesées, c'est uniquement parce qu'ils n'ont pas du tout compris le sens et la portée de nos railleries sur leur point de vue «national». Et cela, les gens de la *Novaïa Jizn* ne l'ont pas compris parce qu'ils ne reconnaissent l'enseignement de la lutte des classes que *du bout des lèvres*, et non pas en pensée. En répétant des phrases apprises sur la lutte des classes, ils se laissent égarer à chaque instant par leur

«point de vue», risible sur le plan théorique et réactionnaire sur le plan pratique, qui les place « au-dessus des classes » et leur fait appeler « intérêt national » leur servilité à l'égard de la bourgeoisie.

L'Etat, bonnes gens, est une conception de classe. L'Etat est un instrument ou une machine d'oppression d'une classe par une autre. Tant qu'il est la machine qui sert à la bourgeoisie à opprimer le prolétariat, le mot d'ordre du prolétariat ne peut être que la *destruction* de cet Etat. Et quand l'Etat sera prolétarien, quand il sera un instrument d'oppression de la bourgeoisie par le prolétariat, alors nous serons partisans d'un pouvoir fort et de la centralisation.

Pour parler en termes plus explicites : ce n'est pas des «plans» que nous rions, mais de l'incapacité de Bazarov et consorts à comprendre que, en niant le « contrôle ouvrier », en niant la « dictature du prolétariat », ils *soutiennent* la dictature de la bourgeoisie. Il n'y a pas de moyen terme, le moyen terme est un rêve creux de démocrate petit-bourgeois.

Aucun organisme du Parti, aucun bolchévik ne s'est jamais opposé à la «*centralisation*» des Soviets. Nul parmi nous ne soulève d'objections contre les comités d'usine par branches de production et contre leur centralisation. Les coups de Bazarov portent à *faux*.

Nous raillons, nous avons raillé et nous raillerons non pas la « centralisation », non pas les «plans», mais le *réformisme*. Car votre réformisme est doublement risible après l'expérience de la coalition. Parler «non pas de remplacer l'appareil, mais de le réformer », c'est être réformiste, c'est devenir un démocrate réformiste et non révolutionnaire. Le réformisme ne consiste qu'à accepter les concessions de la part de la classe dirigeante *sans* la renverser, concessions qui lui permettent de garder le pouvoir *pour elle*.

C'est précisément la politique qui a été expérimentée pendant six mois de coalition.

Voilà de quoi nous nous moquons. Bazarov, qui n'a pas réfléchi à la doctrine de la lutte de classe, se laisse prendre au piège par la bourgeoisie qui chante en chœur : « Voilà, voilà justement, nous ne sommes pas contre une réforme, nous sommes pour la participation des ouvriers au contrôle de l'Etat, nous sommes entièrement d'accord », et le brave Bazarov joue *objectivement* le rôle de sous-fifre des capitalistes.

Il en a toujours été ainsi, il en sera toujours ainsi des hommes qui, en période de lutte de classe aiguë, s'efforcent de se tenir dans un «juste milieu». Et c'est précisément parce que les hommes de la *Novaïa Jizn* sont incapables de comprendre la lutte des classes que leur politique est une oscillation perpétuelle et ridicule entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Mettez-vous donc à faire des «plans », chers citoyens ; ce n'est ni de la politique, ni de la lutte de classe ; ici, vous pouvez être utiles au peuple. Vous avez à votre journal une foule d'économistes. Unissez-vous aux ingénieurs, etc., qui sont disposés à étudier les problèmes de réglementation et de répartition de la production, consacrez une feuille supplémentaire de votre grande « machine » (voire journal) à l'étude pratique de données précises sur la production et sur la répartition des produits en Russie, sur les banques et les cartels, etc., etc. Voilà comment vous vous rendrez utiles au peuple, voilà le domaine où votre position entre deux chaises ne pourra pas être trop nuisible, voilà le travail en matière de «plan» qui suscitera non pas les railleries des ouvriers, mais leur reconnaissance.

Voilà comment procédera le prolétariat victorieux : il placera les économistes, les ingénieurs, les agronomes, etc., *sous le contrôle* des organisations ouvrières en vue d'élaborer un «plan», de le vérifier, de rechercher les moyens d'économiser le travail par la centralisation, de trouver les mesures et les moyens de contrôle les plus simples, les moins chers, les plus pratiques et les plus généraux. Nous donnerons de bons salaires aux économistes, aux statisticiens, aux techniciens pour ce travail, mais... nous ne leur donnerons rien à manger s'ils n'exécutent pas ce travail consciencieusement et entièrement *dans l'intérêt des travailleurs*.

Nous sommes partisans de la centralisation et du « plan », mais de la centralisation et du plan de l'Etat *prolétarien*, de la réglementation prolétarienne de la production et de sa répartition dans l'intérêt des pauvres, des travailleurs, des exploités, *contre* les exploités. Sous le mot « de l'Etat », nous sommes d'accord pour entendre seulement ce qui brise la résistance des capitalistes, ce qui donne la plénitude du pouvoir à la majorité du peuple, c'est-à-dire aux prolétaires et aux semi-prolétaires, aux ouvriers et aux paysans pauvres.



Le cinquième argument consiste à dire que les bolchéviks ne garderont pas le pouvoir, car «la situation est exceptionnellement complexe»...

Oh, les sages ! Ils sont disposés peut-être à se réconcilier avec la révolution, pourvu qu'il n'y ait pas de «situation exceptionnellement complexe».

Il n'existe pas de ces révolutions et il n'y a que lamentations réactionnaires d'intellectuels bourgeois dans les soupirs de ceux qui aspirent à une telle révolution. Même si une révolution commence dans des conditions en apparence peu compliquées, elle suscite *toujours* au cours de son développement des circonstances *exceptionnellement* complexes. Car une révolution vraiment profonde, «populaire», selon l'expression de Marx [1], est un processus incroyablement complexe et douloureux ; c'est l'agonie d'un vieux régime social et la naissance d'un nouveau ; des dizaines de millions d'hommes naissent d'une vie nouvelle. La révolution, c'est la lutte de classe, la guerre civile, la plus âpre, la plus furieuse, la plus désespérée. Il n'est pas dans l'histoire de grande révolution qui ait pu se faire sans guerre civile. Et penser que la guerre civile se conçoit en dehors d'une «situation exceptionnellement complexe », c'est ce que seuls des hommes qui vivent dans leur coquille peuvent faire.

Sans situation exceptionnellement complexe, il n'y aurait pas de révolution. Qui craint les loups n'aille point en forêt.

Dans ce cinquième argument il n'y a rien à examiner, puisqu'il ne renferme nulle idée, ni économique, ni politique, ni d'aucune autre sorte. On n'y trouve que les lamentations d'hommes que la révolution attriste et terrifie. Pour caractériser ces lamentations, je me permettrai d'évoquer deux petits souvenirs personnels.

Une conversation avec un riche ingénieur peu de temps avant les journées de juillet. Cet ingénieur avait été à un moment donné un révolutionnaire ; il avait été membre du parti social-démocrate et même du Parti bolchévik. Aujourd'hui, il n'est plus que terreur, que haine contre les ouvriers déchaînés et indomptables. Si encore, dit-il (lui qui est un homme cultivé, qui a été à l'étranger), c'étaient des ouvriers comme le sont les ouvriers allemands ; je comprends, certes, qu'en général la révolution sociale est inévitable ; mais chez nous, avec l'abaissement du niveau des ouvriers que la guerre a causé... ce n'est pas une révolution, c'est un abîme.

Il serait prêt à reconnaître la révolution sociale, si l'histoire y conduisait avec autant de calme, de tranquillité, de régularité, d'exactitude, qu'un express allemand entre en gare. Très digne, le conducteur ouvre les portières des wagons et annonce «Terminus : Révolution sociale. Alle aussteigen (tout le monde descend) ! » Alors pourquoi ne passerait-il pas de la situation d'ingénieur sous le règne des Tit Titytch à la situation d'ingénieur sous le règne des organisations ouvrières.

Cet homme a vu des grèves. Il sait quelle tempête de passions déchaîne toujours, même dans les périodes les plus calmes, la plus ordinaire des grèves. Il comprend, bien sûr, combien de millions de fois plus forte cette tempête doit être, quand la lutte de classe a soulevé *tous* les travailleurs d'un immense pays, quand la guerre et l'exploitation ont conduit au bord du désespoir des millions d'hommes que les propriétaires faisaient souffrir depuis des siècles, que les capitalistes et les fonctionnaires du tsar dépouillaient et brimaient depuis des dizaines d'années. Tout cela il le comprend «en théorie», il ne le reconnaît que du bout des lèvres, il est simplement épouvanté par la «situation exceptionnellement complexe».

Après les journées de juillet, je dus grâce à la sollicitude spécialement attentive dont m'honorait le gouvernement Kérenski, passer dans la clandestinité. Nous autres, c'étaient naturellement les ouvriers qui nous cachaient. Dans un lointain faubourg ouvrier de Pétrograd, dans un petit logement ouvrier, on sert le repas. L'hôtesse apporte le pain. Le maître de maison dit : « Regarde un peu, quel beau pain. «Ils» n'osent pas maintenant, pour sûr, nous donner de mauvais pain. Nous ne pensions plus qu'on pouvait donner de bon pain à Pétrograd. »

Je fus frappé de cette appréciation de classe portée sur les journées de juillet. Ma pensée tournait autour de leur portée politique, pesait leur rôle dans la marche générale des événements, cherchait à démêler de quelle situation était sorti ce zigzag de l'histoire, quelle situation il créerait, dans quel sens nous devrions modifier nos mots d'ordre et l'appareil de notre parti pour l'adapter à la situation nouvelle. Moi qui n'avais pas connu le besoin, je ne pensais pas au pain. Le pain était pour moi quelque chose qui allait de soi, une sorte de produit auxiliaire du travail du publiciste. La pensée n'arrive au fondement de tout, à la lutte de classe pour le

pain, que par l'analyse politique, par une voie extraordinairement difficile et embrouillée.

Mais le représentant de la classe opprimée, quoique au nombre des ouvriers bien payés et cultivés, prend immédiatement le taureau par les cornes, avec cette simplicité, cette franchise étonnantes, cette ferme résolution, cette netteté de vue incroyable, dont nous sommes, nous intellectuels, aussi éloignés que des étoiles du ciel. Le monde entier se divise en deux camps : «nous», les travailleurs, et «eux», les exploiters. Pas l'ombre de perplexité sur ce qui s'est passé : ce n'est qu'une des batailles dans la longue lutte entre le travail et le capital. On ne fait pas d'omelette sans casser les oeufs.

«Combien douloureuse cette «situation exceptionnellement complexe » de la révolution», tels sont la pensée et le sentiment de l'intellectuel bourgeois.

Nous «les» tenons de près, «ils» n'oseront plus plastronner, comme par le passé. Encore un petit effort, et nous les faisons toucher les épaules», telle est la manière de penser et de sentir de l'ouvrier.



Sixième et dernier argument : le prolétariat « ne sera pas en mesure de résister à la poussée des forces hostiles qui balayera non seulement la dictature du prolétariat, mais, par surcroît, la révolution ».

Ne cherchez pas à nous faire peur, messieurs, vous ne nous effrayerez pas. Nous les avons vues ces forces hostiles et leur poussée au cours de l'aventure Kornilov (dont le régime Kérenski ne se distingue en rien). Nous avons vu le prolétariat et les paysans pauvres balayer Kornilov et les siens, nous avons vu à quelle pitoyable situation, à quelle impuissance se sont trouvés réduits les partisans de la bourgeoisie et les quelques représentants locaux des petits propriétaires particulièrement aisés et particulièrement «hostiles» à la révolution, tout cela nous l'avons vu, tout cela le peuple s'en souvient. Dans son numéro du 30 septembre, le *Diélo Naroda*, s'efforçant de persuader les ouvriers de prendre en patience le régime Kérenski (c'est-à-dire le régime Kornilov) et la Douma Tsérétéli, imitation de celle de Boulyguine, jusqu'à l'Assemblée constituante (convoquée sous la protection de « mesures militaires »

prises contre le soulèvement paysan !), le *Diélo Naroda* s'exalte à répéter précisément le sixième argument de la *Novaïa Jizn* et crie à s'érailler la voix : « le gouvernement Kérénski ne se soumettra en aucun cas » (au pouvoir des Soviets, au pouvoir des ouvriers et des paysans, pouvoir que le *Diélo Naroda*, pour ne pas être en reste avec les fauteurs de pogroms, les antisémites, les monarchistes et les cadets appelle le pouvoir «de Trotski et de Lénine» : voilà où en arrivent les socialistes-révolutionnaires !!).

Mais ni la *Novaïa Jizn*, ni le *Diélo Naroda* ne feront peur aux ouvriers conscients. «Le gouvernement Kérénski, dites-vous, ne se soumettra en aucun cas », autrement dit, il répétera l'expérience Kornilov, pour parler plus simplement, plus franchement, plus clairement. Et ces messieurs du *Diélo Naroda* osent dire que ce serait la «guerre civile», que c'est une «perspective effroyable» !

Non, messieurs, vous ne tromperez pas les ouvriers. Ce ne sera pas une guerre civile, mais la mutinerie désespérée d'une poignée de korniloviens : peut-être désirent-ils «ne pas se soumettre » au peuple et l'inciter à tout prix à répéter sur une grande échelle ce qui s'est produit à Vyborg vis-à-vis des korniloviens ; si les socialistes-révolutionnaires en ont le *désir*, si Kérénski, membre du parti socialiste-révolutionnaire, en a le désir, il peut réduire le peuple à l'exaspération. Quant aux ouvriers et aux soldats, messieurs, ce n'est pas ainsi que vous leur ferez peur.

Quelle impudence ! Ils ont fabriqué une nouvelle Douma Boulyguine; par la fraude ils ont appelé à leur aide des coopérateurs réactionnaires, des koulaks, ils leur ont adjoint des capitalistes et des propriétaires fonciers (dénommés éléments censitaires), et ils veulent avec cette bande de korniloviens *faire échec à la volonté du peuple*, à la volonté des ouvriers et des paysans.

Dans ce pays rural, ils ont tant fait que partout s'étale, pareille à un large fleuve, le soulèvement paysan ! Pensez-y : dans une république démocratique qui compte 80% de paysans, on en est venu à un soulèvement paysan... Et ce même *Diélo Naroda*, journal de Tchernov, organe du parti des «socialistes-révolutionnaires», qui, le 30 septembre, a le front de conseiller aux ouvriers et aux paysans de «patienter», se voit obligé d'avouer dans l'éditorial du 29 septembre :

«Presque *rien* n'a été fait, jusqu'ici pour mettre fin au régime d'asservissement qui *règne* encore dans les campagnes, surtout en Russie centrale.»

C'est ce même *Diélo Naroda* qui, dans ce même éditorial du 29 septembre, déclare que « la poigne de Stolypine se fait encore fortement sentir » dans les procédés des « ministres révolutionnaires » ; en d'autres termes, s'exprimant plus clairement et plus simplement, il qualifie Kérenski, Nikitine, Kichkine et consorts de *stolypiniens*.

Les « stolypiniens » Kérenski et consorts ont amené les Paysans à se soulever, ils prennent maintenant des « mesures militaires » contre les paysans, ils cherchent à rassurer le peuple par la promesse d'une Assemblée constituante (encore que Kérenski et Tsérétéli aient déjà une fois *trompé* le peuple, en déclarant solennellement le 8 juillet que l'Assemblée constituante serait convoquée à la date fixée, le 17 septembre, et *en manquant* ensuite à *leur parole* et en ajournant l'Assemblée constituante, au mépris des conseils du *menchévik Dan* lui-même, non pas à la fin d'octobre, comme le voulait le Comité exécutif central menchévik d'alors mais à la fin de novembre). Les « stolypiniens » Kérenski et consorts rassurent le peuple en lui parlant de la convocation prochaine de l'Assemblée constituante, comme si le peuple pouvait croire ceux qui lui ont menti dans des circonstances analogues, comme si le peuple pouvait croire à la convocation *régulière* de l'Assemblée constituante par le gouvernement qui prend des *mesures militaires* dans les campagnes les plus reculées, qui de tout évidence *couvre* les arrestations arbitraires de paysans conscients et le *truquage* des élections.

Amener les paysans à se soulever et avoir le front de leur dire : « il faut « prendre patience », il faut attendre, il faut faire confiance au gouvernement qui par des « mesures militaires » pacifie les paysans qui se soulèvent ! »

En arriver à mener à la mort des centaines de milliers de soldats russes lors de l'offensive qui a suivi le 19 juin, à la prolongation de la guerre, au soulèvement des matelots allemands qui jettent leurs chefs par-dessus bord ; palabrer sans fin sur la paix *sans proposer* une paix équitable à *tous* les belligérants, avoir le front de dire aux ouvriers et aux paysans, de dire aux soldats qui meurent : « Il faut prendre patience », faites confiance au gouvernement du « stolypinien » Kérenski, faites confiance un mois

encore aux généraux de Kornilov, peut-être pendant ce mois-là enverront-ils encore quelques dizaines de milliers de soldats à l'abattoir... « Il faut prendre patience. »

N'est-ce pas le comble de l'impudence ??

Non, messieurs les socialistes-révolutionnaires, collègues politiques de Kérenski, vous ne tromperez pas les soldats !

Les ouvriers et les soldats ne supporteront pas un jour, pas une heure de *trop* le gouvernement Kérenski, car ils savent que le gouvernement des *Soviets* offrira *immédiatement* à tous les belligérants une paix équitable, ce qui *selon toute vraisemblance* amènera un armistice immédiat et une paix rapide.

Les soldats de notre armée paysanne ne supporteront pas un jour, pas une heure *de trop* que le gouvernement Kérenski, qui pacifie par des *mesures militaires* le soulèvement paysan, reste au pouvoir contre la volonté des Soviets.

Non, messieurs les socialistes-révolutionnaires, collègues politiques de Kérenski, vous ne tromperez plus les ouvriers et les paysans.



A propos de la poussée des forces hostiles qui, ainsi que l'assure la *Novaïa Jizn* mortellement effrayée, balaira la dictature du prolétariat, il y a encore une erreur logique et politique monstrueuse que seuls ne peuvent pas voir ceux qui se sont laissé effrayer au point de perdre la tête.

«La poussée des forces hostiles balaira la dictature du prolétariat », dites-vous. Fort bien. Mais, voyons, vous êtes tous des économistes et des gens instruits, chers concitoyens. Vous savez tous qu'opposer la démocratie à la bourgeoisie est une absurdité, une ignorance, que cela revient à opposer des poids et des archines. Car il existe une bourgeoisie démocratique et des couches non démocratiques de la petite bourgeoisie (capables d'une Vendée).

Les «forces hostiles», c'est une formule. Du point de vue de classe, il y a la *bourgeoisie* (que soutiennent d'ailleurs les propriétaires fonciers).

Bourgeoisie et propriétaires fonciers, prolétariat, petite bourgeoisie et petits propriétaires, surtout paysannerie, voilà les trois « forces » fondamentales entre lesquelles se partage la Russie, comme *tout* pays capitaliste. Voilà les trois « forces » fondamentales dont l'existence, dans tous les pays capitalistes (y compris la Russie), a été démontrée non seulement par l'analyse économique scientifique, mais encore par l'*expérience politique* de l'histoire moderne de *tous* les pays, par l'expérience de *toutes* les révolutions depuis le XVIIIe siècle en Europe, par l'expérience des *deux* révolutions russes de 1905 et 1917.

Vous menacez donc les prolétaires en déclarant que la poussée de la bourgeoisie balayera leur pouvoir ? C'est à cela et à cela seulement que se réduit votre menace ; elle ne contient rien de plus.

Parfait. Si, par exemple, la bourgeoisie peut balayer le pouvoir des ouvriers et des paysans pauvres, il ne reste pas d'autre issue que la « coalition », c'est-à-dire l'alliance ou l'accord des petits bourgeois avec la bourgeoisie. On ne peut rien imaginer d'autre !!

Or la coalition, mise à l'épreuve depuis six mois, a fait faillite, et vous-mêmes, très chers citoyens de la *Novaïa Jizn* qui ne savez pas penser, vous avez *renoncé* à la coalition.

Où en sommes-nous donc ?

Vous vous êtes si bien empêtrés, citoyens de la *Novaïa Jizn*, vous vous êtes si bien laissé terrifier, que dans les raisonnements les plus simples, quand *il s'agit de compter, non pas même jusqu'à cinq, mais seulement jusqu'à trois*, vous n'êtes pas capables d'arriver au bout de l'opération.

Ou tout le pouvoir à la bourgeoisie - mais cela il y a longtemps que vous ne le soutenez plus ; la bourgeoisie elle-même n'ose souffler mot là-dessus, sachant que dès les 20-21 avril, d'un seul mouvement d'épaule le peuple a jeté bas ce pouvoir et qu'il le rejettera maintenant avec une décision beaucoup plus implacable. Ou le pouvoir à la petite bourgeoisie, c'est-à-dire à la coalition (l'alliance, l'accord) de celle-ci avec la bourgeoisie, car la petite bourgeoisie ne veut pas et *ne peut pas* prendre toute seule, de son propre chef, le pouvoir, ainsi que l'a prouvé l'expérience de toutes les révolutions, comme le prouve aussi la science économique, qui explique que dans un pays capitaliste on peut être pour le capital, on peut être pour le travail, mais qu'on ne peut se maintenir entre les

deux. Cette coalition a tenté depuis six mois en Russie tous les moyens, et elle a essuyé un échec.

Ou, enfin, tout le pouvoir aux prolétaires et aux paysans pauvres, contre la bourgeoisie, pour briser sa résistance. C'est ce qu'on n'a pas encore essayé ; et c'est ce que vous., messieurs de la *Novaïa Jizn*, vous déconseillez au peuple, en cherchant à lui communiquer la frayeur que vous inspire à vous-mêmes la bourgeoisie.

On ne peut pas imaginer une quatrième voie.

Donc, si la *Novaïa Jizn* redoute la dictature du prolétariat et y renonce par crainte d'une défaite soi-disant possible que la bourgeoisie infligerait au pouvoir prolétarien, cela équivaut à un *retour voilé* à l'*accord* avec les capitalistes !!! Il est clair comme le jour que celui qui redoute la résistance des capitalistes, celui qui ne croit pas possible de briser cette résistance, celui qui enseigne au peuple : « Craignez la résistance des capitalistes, vous n'en viendrez pas à bout », celui-là l'invite *par là même*, à s'entendre à nouveau avec les capitalistes.

La *Novaïa Jizn* s'est empêtrée, impuissante et lamentable, comme s'empêtrent aujourd'hui tous les démocrates petits-bourgeois qui voient la faillite de la coalition, qui n'osent pas la défendre ouvertement et qui, soutenus en même temps par la bourgeoisie, redoutent la souveraineté des prolétaires et des paysans pauvres.



Redouter la résistance des capitalistes et se dire, en même temps révolutionnaire, vouloir compter parmi les socialistes, quelle turpitude ! Quelle déchéance idéologique du socialisme mondial corrompu par l'opportunisme a-t-il fallu pour que de telles voix puissent se faire entendre !

La force de résistance des capitalistes, nous l'avons déjà vue, le peuple tout entier l'a vue, car les capitalistes étaient plus conscients que les autres classes et ils ont tout de suite compris l'importance des Soviets, ils ont tout de suite bandé *toutes leurs forces* à l'extrême, ils ont mis en jeu toutes leurs batteries, sans retenue, ils ont eu recours à des procédés inouïs, mensonge, calomnie, conspirations militaires, *pour faire sauter les Soviets*, pour les réduire à néant, pour les prostituer (avec l'aide des

menchéviks et des socialistes-révolutionnaires), pour les transformer en parloles, pour lasser les paysans et les ouvriers par des mois et des mois de belles paroles vides en jouant à la révolution.

Mais la force de résistance des prolétaires et des paysans pauvres, *nous ne l'avons pas encore vue*, car cette force n'apparaîtra dans toute son ampleur que lorsque le pouvoir sera aux mains du prolétariat., lorsque des dizaines de millions d'hommes, écrasés par la misère et par l'esclavage capitaliste, verront à l'expérience, *sentiront* que le pouvoir dans l'Etat est exercé par les classes opprimées, que le pouvoir aide la classe pauvre à lutter contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, qu'il *brise* leur résistance. Alors *seulement* nous pourrons voir quelles forces encore intactes de résistance aux capitalistes dorment chez le peuple, alors seulement se manifesterà ce qu'Engels appelle «socialisme latent» [2], alors seulement pour chaque *dizaine de milliers* d'ennemis déclarés ou cachés, se révélant par leur action ou par leur résistance passive contre le pouvoir de la classe ouvrière, se dresseront *par million* de nouveaux combattants, plongés jusqu'alors dans le sommeil politique, végétant dans les souffrances de la misère et le désespoir, qui avaient cessé de croire qu'ils sont eux aussi des hommes, qu'ils ont eux aussi droit à la vie, que toute la puissance d'un Etat moderne centralisé puisse être aussi à leur service, que les détachements de la milice prolétarienne les appellent, *eux* aussi, avec une confiance sans réserve, à prendre une part directe, immédiate, quotidienne à la gestion de l'Etat.

Les capitalistes aidés des propriétaires fonciers et grâce à la bienveillante participation des Plékhanov, des Brechkovskaïa, des Tsérééli, des Tchernov et consorts, ont tout fait pour *salir* la république démocratique, pour la salir par leur servilité devant la richesse, à tel point que le peuple est en proie à l'apathie, à l'indifférence, que *tout lui est égal*, car un homme qui souffre de la faim ne peut distinguer la république de la monarchie, un soldat transi de froid, nu-pieds, harassé, qui meurt pour les intérêts d'autrui, ne peut pas aimer la république.

Mais quand le dernier manœuvre, quand n'importe quel chômeur, quand toute cuisinière, tout paysan ruiné verra - non pas dans les journaux, mais de ses propres yeux - que le pouvoir prolétarien ne rampe pas devant la richesse, mais qu'il aide le pauvre, que ce pouvoir ne recule pas devant des mesures

révolutionnaires, qu'il prend aux parasites leur superflu pour le donner aux affamés, qu'il installe de force les sans-abri dans les appartements des riches, qu'il contraint les riches à payer le lait, mais ne leur donne pas une goutte de lait tant que les enfants de *toutes* les familles pauvres n'en ont pas reçu en quantité suffisante, quand ils verront que la terre est remise à ceux qui la travaillent, que les usines et les banques sont placées sous le contrôle des ouvriers, qu'un châtiment immédiat et sévère attend les millionnaires qui dissimuleront leur richesse, quand donc le pauvre verra et sentira tout cela, alors aucune force des capitalistes et des koulaks, aucune force du capital financier mondial qui brasse des centaines de milliards, ne pourra vaincre la révolution populaire ; c'est *elle*, au contraire, qui vaincra le monde entier, car dans tous les pays mûrit la révolution socialiste.

Notre révolution est invincible, si elle n'a pas peur d'elle-même, si elle confie la totalité du pouvoir au prolétariat, car nous avons derrière nous des forces encore infiniment plus considérables, plus développées, plus organisées du prolétariat mondial, écrasées pour un temps par la guerre ; mais la guerre ne les a pas détruites ; elle les a, au contraire, multipliées.



Craindre que le pouvoir des bolchéviks, c'est-à-dire le pouvoir du prolétariat, auquel est assuré le soutien sans réserve des paysans pauvres, soit «balayé» par messieurs les capitalistes ! Quel aveuglement, quelle peur honteuse du peuple, quelle hypocrisie ! Les hommes qui manifestent cette crainte appartiennent à cette «haute société» (haute d'après l'estimation capitaliste, mais en réalité *pourrie*), qui prononce le mot «justice» sans y croire elle-même, par habitude, comme une formule à laquelle on n'attache aucun sens.

Voici un exemple :

Monsieur Péchékhonov est un demi-cadet bien connu. On ne saurait trouver de troudovik plus modéré que ce partisan des Brechkovskaïa et des Plékhanov. Jamais on n'a vu ministre plus obligeant à l'égard de la bourgeoisie. Le monde n'a pas vu de plus chaud partisan de la «coalition», de l'entente avec les capitalistes !

Et voici les aveux, que ce monsieur a été *obligé* de faire dans son discours à la Conférence «démocratique» (lire : Conférence Boulyguine), d'après l'organe des jusqu'aboutistes, les *Izvestia* :

«il y a deux programmes. L'un est le programme qui exprime les revendications des groupes, celles des classes et des nationalités. Ce programme, ce sont les bolchéviks qui le défendent le plus ouvertement. Mais pour les autres fractions de la démocratie aussi il n'est pas du tout facile d'y renoncer. C'est que ce sont les revendications des masses laborieuses, les revendications des nationalités lésées dans leurs intérêts et opprimées. Et c'est pourquoi il n'est guère facile pour la démocratie de rompre avec les bolchéviks, de renoncer à ces revendications de classe, avant tout parce que ces revendications sont au fond justes. Mais ce programme pour lequel nous avons lutté jusqu'à la révolution, pour lequel nous avons fait la révolution et que nous soutiendrions tous ensemble, dans d'autres conditions, présente dans la situation actuelle un immense danger. Aujourd'hui ce danger est d'autant plus grand qu'il faut présenter ces revendications à un moment où l'Etat est dans l'impossibilité de les satisfaire. Il faut d'abord sauvegarder le tout, c'est-à-dire l'Etat, le sauver de la ruine et pour cela il n'existe qu'une voie : non pas satisfaire les revendications, si justes et si fortes qu'elles soient, mais au contraire les limiter, accepter des sacrifices qu'il est indispensable d'apporter de toutes parts.» (*Izvestia du Comité exécutif central*, 17 septembre.)

Monsieur Péchékhonov ne comprend pas que, tant que les capitalistes sont au pouvoir, ce n'est pas l'intérêt général qu'il défend, mais les intérêts égoïstes du capital impérialiste de la Russie et des « alliés ». Monsieur Péchékhonov ne comprend pas que la guerre ne cessera d'être une guerre impérialiste de conquête et de rapine qu'après la rupture avec les capitalistes, avec leurs traités secrets, avec leurs annexions (conquêtes de territoires étrangers), avec *leurs* escroqueries financières et bancaires. Monsieur Péchékhonov ne comprend pas que c'est seulement *après* cela que la guerre, au cas où l'adversaire refuserait la paix équitable qui lui serait proposée formellement, deviendrait une guerre défensive, une guerre juste. Monsieur Péchékhonov ne comprend pas que la capacité de défense d'un pays, qui aurait rejeté le joug du capital, donné la terre aux paysans, placé les banques et les usines sous le contrôle des ouvriers, serait *infiniment* plus grande que la capacité de défense d'un pays capitaliste.

Et surtout, Monsieur Péchékhonov *ne* comprend *pas* que, forcé de reconnaître la justesse du bolchévisme, forcé de reconnaître que les revendications du bolchévisme sont les

revendications des « *masses laborieuses* », c'est-à-dire de la majorité de la population, il abandonne par là toutes ses positions, toutes les positions de la démocratie petite-bourgeoise.

Voilà ce qui fait notre force. Voilà pourquoi notre gouvernement sera invincible : nos adversaires eux-mêmes sont obligés de reconnaître que le programme des bolchéviks est le programme des « masses laborieuses » et des « nationalités opprimées ».

Mais Monsieur Péchékhonov est l'ami politique des cadets, des gens de l'*Edinstvo* et du *Diélo Naroda*, des Brechkovskaïa et des Plékhanov ; il est le représentant des koulaks et des messieurs dont les femmes et les sœurs viendraient demain crever de leurs ombrelles les yeux des bolchéviks pour les achever, si par hasard ils se trouvaient vaincus par les troupes de Kornilov ou (ce qui revient exactement au même) par les troupes de Kérénski.

Et ce monsieur est *obligé* de reconnaître que les revendications des bolchéviks sont «justes ».

Pour lui « justice » n'est qu'un mot. Mais pour la masse des semi-prolétaires, pour la majorité de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, ruinées, exténuées, épuisées par la guerre, ce n'est pas un mot, c'est la question la plus poignante, la plus brûlante, la plus importante, la question de la mort par inanition, la question d'une bouchée de pain. Voilà pourquoi il est *impossible* de fonder une politique *quelconque* sur la « coalition », sur l'« entente » entre les intérêts des gens affamés et ruinés et ceux des exploités. Voilà pourquoi le soutien de *ces* masses, dans leur écrasante majorité, est *assuré* au gouvernement bolchévik.

La justice est un vain mot, disent les intellectuels et les gredins enclins à se déclarer marxistes, sous le noble prétexte qu'ils ont «vu les petits côtés» matérialisme économique.

Les idées deviennent une force quand elles s'emparent des masses. Et c'est précisément maintenant que les bolchéviks, c'est-à-dire les représentants de l'internationalisme révolutionnaire prolétarien, incarnent par leur politique l'idée qui anime dans le monde entier des masses innombrables de travailleurs.

A elle seule la justice, à lui seul le sentiment des masses révoltées par l'exploitation ne sauraient les conduire sur la voie sûre

du socialisme. Mais quand, grâce au capitalisme, l'appareil matériel des grosses banques, des cartels, des chemins de fer, etc., a grandi ; quand la riche expérience des pays avancés a accumulé les merveilles de la technique dont l'application est *freinée* par le capitalisme ; quand les ouvriers conscients ont forgé un parti d'un quart de million d'hommes pour prendre méthodiquement en mains cet appareil et pour le faire fonctionner, avec le soutien de tous les travailleurs et de tous les exploités, quand ces conditions *existent*, alors il n'est, pas de force au monde qui puisse faire obstacle aux bolcheviks, *s'ils ne se laissent pas intimider*, s'ils savent s'emparer du pouvoir et le garder jusqu'à la victoire de la révolution socialiste mondiale.

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1]. Voir la lettre de K. Marx à L.Kugelmann du 12 avril 1871.[N.E.]

[2]. Voir la lettre de F. Engels à F.-A. Sorge du 22 février 1888. [N.E.]
